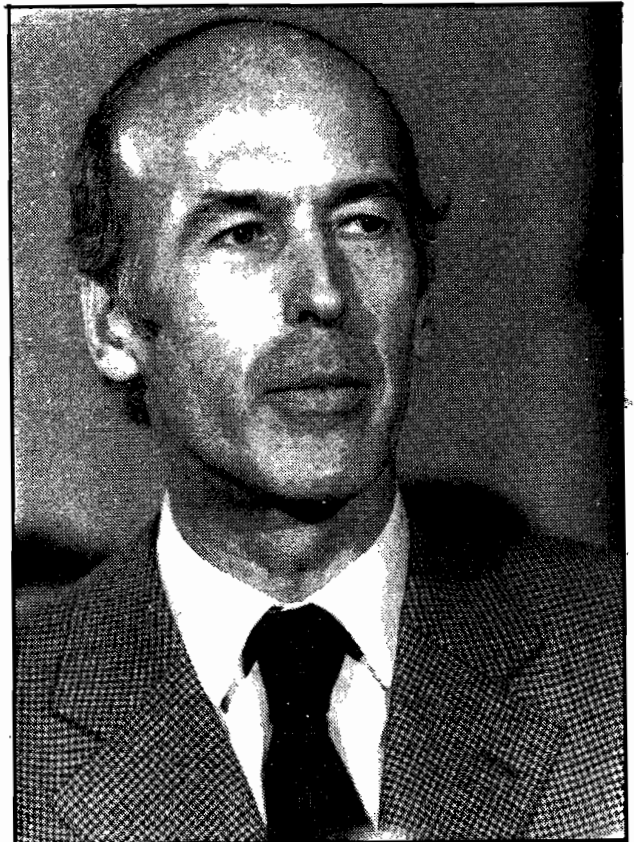


Bulletin européen

TRIBUNE LIBRE FONDÉE EN 1950 PAR J. CONSTANTIN DRAGAN

L'EUROPEEN DE L'ANNEE

Valéry Giscard d'Estaing



**PRESIDENT
DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE**

Le "Bulletin Européen" communique qu'à la suite d'une enquête-éclair conduite parmi ses lecteurs pour déterminer quelle a été la personnalité qui a donné la plus haute contribution en 1975, à faire accomplir des progrès concrets pour la réalisation de l'Europe Unie, le nom du Président de la République Française a été choisi à une très large majorité.

La Rédaction du "Bulletin Européen"

1978: LE PRINTEMPS DE L'EUROPE

Le 1^{er} décembre, les leaders des Neuf qui, à Rome, s'apprêtaient à franchir le seuil du Palais Barberini pour la nouvelle réunion au sommet de la C.E.E. ont été accueillis par de nombreux groupes de fédéralistes de diverses nationalités qui scandaient un nouveau slogan.

« bla - bla - bla »

« ça suffit »

Un cri qui, à travers un esprit pleinement français, révèle l'impatience. Assez avec les parolotes déclarent désormais les européens, le temps des décisions est arrivé. Il semble que les Neuf aient compris, à leur entrée dans le hall majestueux du Palais Barberini, tout le sens de ces instances populaires et en aient tenu compte.

Avant de commencer à traiter le thème institutionnel, les huit Premiers Ministres de l'Italie, de la République fédérale d'Allemagne, de la Belgique, des Pays-Bas, du Luxembourg, de la Grande-Bretagne, du Danemark et de l'Irlande et le Président de la République française ont commencé à examiner les thèmes économiques de la réunion.

Le Conseil de l'Europe est encore actuellement sous la présidence italienne. C'est donc M. Aldo Moro, Président du Conseil du gouvernement italien, qui procéda à l'exposé de la situation économique européenne.

Il affirma que l'année 1975 a probablement représenté le point culminant de cette récession économique, la plus grave qui ait frappé le monde au cours de cet après-guerre.

En Europe, la production industrielle est descendue au niveau du début de 1972. Dans

les neuf pays de la C.E.E., le nombre des chômeurs est monté jusqu'au chiffre impressionnant de 5 millions et 1 million de personnes travaillent à salaire réduit.

Mais vers la fin de cette année 1975, on commence, heureusement, à enregistrer des symptômes d'une modeste reprise conjoncturelle.

L'évolution du commerce mondial le confirme et c'est avec espoir que l'on attend les effets des programmes de relance préparés par les gouvernements européens et par celui des U.S.A.

La reprise économique exige, toutefois, que les Neuf maintiennent une coordination étroite tant entre eux qu'avec les autres pays industriels de l'Europe et du reste du monde.

LA GRISERIE BRITANNIQUE DU PETROLE

Le deuxième sujet économique a concerné la conférence Nord-Sud pour la coopération économique mondiale convoquée à Paris pour la mi-décembre et sur laquelle le Président Giscard d'Estaing a mis en jeu tout son prestige.

Le sommet a risqué la rupture sur cette question, car la Grande-Bretagne, grisée par le succès de ses recherches pétrolières en mer du Nord, prétendait avoir un «siège séparé» pour son représentant à la prochaine conférence de Paris.

La rupture du front des Neuf prétendue par le gouvernement britannique, préoccupé de garantir ainsi ses investissements en mer du Nord, faisait tomber l'unicité du déploie-

ment européen et, par suite, le principe même d'une Europe unie.

Nous ignorons toutes les argumentations que les représentants des autres pays ont opposé au Premier Ministre Wilson pour le faire renoncer à sa demande, mais l'important est de savoir que Wilson a cédé et que la Communauté Européenne des Neuf sera présente avec une seule délégation à la conférence Nord-Sud.

Une représentation européenne unique et, par conséquent, un succès incontestable pour la thèse d'une Europe unie.

La déclaration finale de la réunion de Rome affirme que la Communauté «sera représentée par une seule délégation et que le porte-parole de cette Communauté sera la Présidence du Conseil et la Commission». La déclaration affirme, en outre (et ceci, naturellement, pour garantir les préoccupations du gouvernement britannique) que «pour protéger les sources énergétiques existantes et assurer le développement de sources énergétiques de remplacement de la Communauté, la Commission proposera des mécanismes appropriés».

1978: ELECTIONS EUROPEENNES

Les Neuf sont parvenus à un accord également pour ce qui concerne la question essentielle des élections directes du Parlement Européen.

Grande-Bretagne et Danemark ont fait remarquer que leur système statutaire actuel ne permet pas une élection à suffrage direct et, par conséquent, il faudra que les deux parlements respectifs procèdent à des modifications constitutionnelles. La réserve de ces deux pays n'a cependant pas bloqué les sept autres membres européens et, pour une fois, le convoi européen n'a pas navigué à la vitesse du bateau le plus lent.

Par décision unanime, Italiens, Français, Allemands, Belges, Néerlandais, Luxembourgeois et Irlandais seront appelés aux urnes,

le même jour, au printemps 1978, pour élire leurs représentants à l'Assemblée de Strasbourg.

Les Britanniques et les Danois voteront dès que leur Constitution le leur permettra et peut-être le même jour que les autres Européens, si leurs organismes respectifs auront pu délibérer à temps.

Par conséquent la décision historique de l'élection du premier parlement européen élu au suffrage direct a désormais été sanctionnée et le printemps 1978 verra se lever la jeune Europe politique.

Ce sera un jour, nous le souhaitons tous, à inscrire en lettres d'or dans le calendrier de l'histoire européenne.

LE PASSEPORT EUROPEEN

Les Neuf ont décidé un autre pas vers l'unité d'une valeur psychologique particulière: à partir de 1978, les Européens de la Communauté disposeront tous d'un passeport unique valable de façon égale pour chacun des pays membres.

Le sommet de Rome, bien qu'ayant traversé des moments difficiles, créés en particulier par les intérêts britanniques pour le pétrole de la mer du Nord, s'est conclu par un succès qui a incontestablement dépassé les attentes de plusieurs et par un important communiqué qui n'était pas prévu par le protocole de ce sommet.

La conscience européenne s'élargit peu à peu et prend forme comme un arbre qui, sorti de l'hiver, se couvre de bourgeons, promesse de fleurs et de fruits.

Attendons maintenant avec anxiété que le printemps européen de 1978 les fasse tous s'épanouir en maintenant les promesses selon les espoirs qui gonflent nos coeurs.

L'ESPAGNE ET L'EUROPE

OUR COUNTRY MUST PLAY AN IMPORTANT ROLE IN THE STABILITY OF THE WEST'S STRATEGIC POSITION IN SOUTHWESTERN EUROPE. THE DISAPPEARANCE OF POLITICAL OBSTACLES THAT A DEMOCRATIC MONARCHY WOULD BRING ABOUT IN RELATIONS WITH THE EUROPEAN ECONOMIC COMMUNITY AND THE ATLANTIC ALLIANCE WILL DO MUCH TO MAKE COOPERATION MORE EFFECTIVE IN THE PROTECTION OF THE CONTINENT AGAINST DANGERS THAT MAY OCCUR IN THE NEXT FEW YEARS.

(«SPAIN: THINKING ABOUT FUTUR» - by José Maria de AREILZA, the COUNT OF MOTRICO - «The New York Times» Nov. 21, 1975)

La mort du Général Franco et la succession de Juan Carlos I^{er} ont été les événements les plus commentés par la presse internationale, après la fin de l'affaire Watergate.

Pour de nombreux commentateurs, le décès de Franco a marqué la fin d'une époque précise de l'Espagne.

Quelques journaux ont écrit qu'avec la disparition du chef de l'Etat espagnol, tout un monde a fini d'exister et l'empreinte qu'il avait imprimée à quelques phénomènes politiques et européens de notre siècle a commencé son processus de régression dont la fin ne pourra même pas être freinée, même si elle ne sera pas immédiate.

Qu'un changement en Espagne soit certain, c'est un fait désormais incontestable. Il y a une tendance générale à estimer que d'autres libéralisations suivront celles qui ont déjà été accordées et il se dégageait du discours prononcé par Juan Carlos un air de renouveau, même si la teneur était prudente et ferme.

Aucun Européen, d'ailleurs, et surtout aucun Espagnol n'a oublié la terrible période de la guerre civile; d'autre part, personne ne peut sérieusement croire, à l'étranger, que les Espagnols soient disposés à répéter une expérience aussi sanglante pour satisfaire l'extrémisme de politiciens réfugiés à l'étranger et dont on peut facilement identifier le moule.

Dans son discours prononcé le 22 novembre, Juan Carlos a fait des déclarations d'un très grand intérêt et dont nous estimons important de reporter les deux passages suivants:

« Cette heure de changement dynamique exige une capacité créatrice pour intégrer dans des objectifs communs les opinions différentes et souhaitables qui donnent richesse et variété à ce peuple espagnol qui, plein de qualités, se donne généreusement quand on l'appelle pour une tâche réaliste et ambitieuse.

« L'Espagne est le noyau originel d'une grande famille de peuples frères. Quand cela

« doit renforcer la communauté d'intérêts, l'échange d'idées et la coopération mutuelle sont de l'intérêt commun et doivent être stimulés.

« L'idée de l'Europe serait incomplète dans une référence à la présence de l'homme espagnol et sans tenir compte de ce que beaucoup de mes prédécesseurs ont fait. L'Europe devra compter avec l'Espagne et nous, les Espagnols, nous sommes européens. Il faut que les deux parties le comprennent ainsi, et que, nous tous, nous en tirions les conséquences qui en découlent: c'est une nécessité du moment».

La première déclaration affirme l'idée et la nécessité d'un changement dynamique en Espagne. La seconde affirme que l'idée d'une Europe serait incomplète sans la participation des Espagnols et que les Espagnols sont et se sentent étroitement européens.

Parmi les personnalités qui ont assisté à la cérémonie du 27 novembre pour l'intronisation de Juan Carlos comme roi d'Espagne, étaient présents cinq chefs d'Etat et les représentants de presque toutes les nations européennes et des deux Amériques; il ne manquait même pas les représentants de l'Afrique, du Proche-Orient et de l'Asie.

UNE MAIN TENDUE A JUAN CARLOS

La présence parmi les chefs d'Etat de Valéry Giscard d'Estaing, Président de la République française, a soulevé des polémiques au sein même de la

France et des échos qui n'étaient pas tous favorables dans la presse d'autres nations voisines.

Personne ne doit oublier que le pacte signé à Helsinki reconnaît le droit à chaque peuple de s'autogouverner dans la forme qu'il juge la plus opportune.

Juan Carlos peut être un réformateur, mais certes pas un révolutionnaire. La démocratisation de l'Espagne est un fait souhaitable; mais elle reste toujours un fait interne de l'Espagne et le respect de la décision des peuples à l'autogouvernement est un principe absolu de démocratie internationale.

La volonté précise de Juan Carlos d'insérer l'Espagne dans l'aire d'une Europe unie et la présence du Président Giscard d'Estaing à son couronnement doit, à notre avis, être comprise comme une main tendue à Juan Carlos pour l'aider dans la grande entreprise de démocratiser l'Espagne et de la conduire toutes voiles dehors dans le sein de l'Europe.

La déclaration suivante qu'a faite le Président français au moment de son départ de la capitale espagnole n'a pas besoin de commentaires.

« Je voudrais d'abord dire que, conformément aux principes absolus de notre politique, la France n'entend en aucune manière intervenir dans les affaires intérieures de l'Espagne. »

« Les problèmes de l'Espagne, le sort et le destin de ce pays, appartiennent en propre à la nation et au peuple espagnols. »

« Etant un grand pays voisin de l'Espagne, ce dont j'ai voulu témoigner c'est de notre désir d'entretenir et de développer avec l'Espagne des relations

« de bon voisinage et d'amitié. Et, en le faisant, je pensais aux trois éléments suivants: Le premier, c'est que l'Espagne fait partie de l'Europe, je dirais même que l'Espagne est, par son histoire et sa civilisation, une des fondatrices de l'Europe, et nous souhaitons donc que l'Espagne puisse participer avec nous à la grande action de notre époque, qui est précisément l'union politique de l'Europe. »

« Je pense ensuite au peuple espagnol, étant le président élu des Français, je voudrais dire au peuple espagnol quelle est l'amitié et la considération que lui porte le peuple français. »

« Nous connaissons en effet le peuple espagnol, c'est un peuple fier, courageux et libre. »

« Nous accueillons, comme vous le savez, en notre pays un grand nombre de travailleurs espagnols qui contribuent d'une façon excellente au développement de notre pays et qu'en même temps nous avons appris à mieux connaître, mieux comprendre et, je dirais, à mieux aimer le peuple espagnol. »

« D'autre part, au cours des dernières années, des millions de Français se sont rendus chaque année dans votre pays et ont appris, de leur côté, à mieux connaître et mieux comprendre et mieux aimer l'Espagne. »

« Enfin, je pense au nouveau souverain de l'Espagne, au jeune souverain de l'Espagne qui a, comme il l'a exprimé lui-même, la responsabilité, mais aussi la volonté de conduire désormais une nouvelle époque de l'histoire espagnole. »

Quant à nous, nous formulons des vœux à Juan Carlos

pour la tâche difficile qui l'attend, nos félicitations au Président Valéry Giscard d'Estaing pour le sens hautement européen de son geste et un « En avant Espagne vers l'Europe unie » comme incitation pour tous les Espagnols. »

« QUIERO SALUDAR A LOS JEFES DE ESTADO Y PRESIDENTES DE MISIONES EXTRAORDINARIAS QUE HAN TENIDO LA AMABILIDAD DE ACOMPAÑARNOS EN ESTOS MOMENTOS HISTORICOS DE NUESTRA PATRIA. EN ESTA NUEVA ETAPA, ESPANA DESEA MANTENER LAS RELACIONES MAS ESTRECHAS CON TODOS LOS PAISES EN BIEN DE LA PAZ Y EL MEJOR ENTENDIMIENTO ENTRE TODAS LAS NACIONES. »

LEVANTO MI COPA POR VUESTRA FELICIDAD PERSONAL Y LA PROSPERIDAD DE TODOS LOS PUEBLOS. »

(BRINDIS DE SU MAJESTAD EN EL BANQUETE OFRECIDO A LOS JEFES DE ESTADO Y PRESIDENTES DE MISIONES EXTRAORDINARIAS - Diario «YA» de Madrid, de 28-11-75).

AFTER HELSINKI: A BRITISH VIEW

from JOHN BIGGS-DAVISON MEMBER OF PARLIAMENT

L'opinion du député britannique sur l'après-Helsinki - l'analyse du leadership de Margaret Thatcher, tant au sein du parti conservateur qu'en ce qui concerne son point de vue sur les problèmes européens sur la base des conclusions de la conférence d'Helsinki - la sécurité de l'Europe réside dans son unité qui est la seule voie vers son autodétermination, condition sine qua non de la coexistence pacifique du monde. Un des points de base de la coexistence pacifique est déterminé par la réalisation des principes établis à Helsinki, dont le troisième, qui concerne l'échange libre des idées et des hommes, est aujourd'hui souvent violé.

In Britain we have a Conservative leader who is Conservative.

This has appalled some commentators in this and other countries but has given new heart to her Party whose Annual Conference at Blackpool gave Mrs Margaret Thatcher a rapturous reception and enthusiastically acclaimed her vigorous rejection of onesided compromises with Socialism.

From the start Mrs Thatcher has called for a policy that is distinctively Conservative. Which is not a policy of extremism. It is a policy of democratic defence, so far Left has the balance swung in Britain, so deep have been the inroads of State monopoly power upon the mixed economy. It is in fact a policy of commonsense and moderation. Only the effete and the subversive should take fright because in Scotland where separatists have been active Mrs Thatcher proclaimed herself a «British nationalist» to the huge delight of her Scottish hearers. Nor is there any contradiction between this patriotic avowal and her part in the Conservative and national referendum campaign to keep the United Kingdom within the European Community.

It was understandable that the new Tory leader should have been then overshadowed by her predecessor, Mr Heath, who took us into that Community. Since then Mrs Thatcher by deft Parliamentary performance, sincerity of principle, Christian and Conservative, and her brilliant speech at Blackpool has consolidated her hold on her followers at Westminster and beyond.

The same commentators whom Mrs Thatcher shocked because they appear to visuali-

se nothing better for Britain than Socialism, with or without a human face, and nothing better for Europe than the «convergence» of Western capitalism with Soviet Communism, were dismayed by Mrs Thatcher's observations on Helsinki. It was to the effect that to sup with the Soviet you need a long spoon. President Ford said precisely that when he returned to the United States.

Indeed if the Europe that is still free does not place herself in a sounder state of external and internal and moral defence, Helsinki may prove to mark the start of the slide into the opposite version of General de Gaulle's Europe «from the Atlantic to the Urals». Will a cohesive and prosperous Community exert its attraction upon the Europe that remains outside but is ever Europe? Or will it be Communised, or «Finlandised», in various forms, from the Urals to the Atlantic? It was a moral «Munich» - was it a «super-Yalta»? - for the Western allies virtually to endorse the frontiers, gained by force, held by terror and demarcated by Wall and wire, of a Socialist «Community», where the so-called Brezhnev Doctrine of limited sovereignty still obtains and Pankov has signed to Moscow in the recent treaty control over the foreign policy of Eastern Germany.

«The Spirit of Munich», Alexander Solzhenitsyn lamented, prevails in the twentieth «century». In thirty years of «enfeeblement and decadence» the powerful victors of two world wars:

«succeeded only in losing real or potential «allies... China... North Korea, Cuba,....., «Vietnam, today Cambodia. Laos is in the

« process of being lost. Thailand, South Korea and Israel are menaced...

«Portugal is plunging irrevocably into the same abyss... It is impossible to enumerate all the little countries of Africa and Arabia which have become the marionettes of Communism; and how many others, even in Europe, hasten to prostrate themselves, to survive».

Were lines of global condominium drawn at Vladivostok? Was the **Apollo-Soyuz** expedition politically - we do not decry scientific achievement or physical heroism - a charade or a symbol? Does the Washington that not so long ago saw Stalin as anti-imperialist, that in 1956 enfiladed France, Britain and Israel from UN, and vied with Moscow in anti-colonialism, which was, in effect, anti-European-colonialism, dream of spheres of super-power influence in the Third World? What is expendable in the **Realpolitik** of Henry Kissinger?

At Helsinki nothing was said abrogating the «sacred duty of our forces», enunciated by Brezhnev himself in February 1968, when briefing Warsaw Pact leaders in Prague soon after Dubcek's appointment as First Secretary of the Czechoslovak Party, to use military force «to support progressive movements in Europe». Soviet doctrine remains that **détente** applies to international politics and is

separate from internal affairs - and generous subventions from the Communist Party of the Soviet Union to the Portuguese Party have nothing to do with the Soviet State! Helsinki would have held out more hope if Moscow had agreed to permit the free movement of ideas, information and human beings and had also refrained from financing Marxist revolution in Portugal - and in Angola.

President Ford has given Western Europe certain welcome assurances; yet it would be foolish to expect an indefinite United States military commitment to the protection, with nuclear and classical forces, of Europeans who, after all, outnumber the potential foe. Western Europe has made impressive advances towards economic unity. The pace in other spheres is painfully slow. Common market is won: common defence and diplomacy rank higher.

Nor is Europe a Community of nine. She ends neither at the NATO limits nor at the Pyrenees. There will be no lasting safety until the nations of Europe, whom Yalta sundered, enjoy that right of self-determination which the super-powers and UN bestow and press upon the least advanced and most reluctant peoples of the Third World. The late President Kennedy said that the self-determination of the captive European nations is a pre-requisite of truly peaceful co-existence.



INSTITUT POUR UNE POLITIQUE EUROPEENNE DE L'ENVIRONNEMENT

A l'occasion d'une réunion consacrée à l'éducation créatrice et à l'environnement, organisée par la Fondation Européenne de la Culture à Paris au mois dernier, il a été annoncé l'ouverture à Bonn, en 1976, d'un Institut pour une politique européenne de l'environnement, dont les travaux pourront être utilisés par les gouvernements européens.

La Fondation Européenne de la Culture, dont nous avons parlé dans le „Bulletin Européen“ de juillet 1975, à l'occasion de son 20^e anniversaire, a déjà depuis 1974 un instrument de travail: l'Institution de l'Education.

Cet établissement interdisciplinaire couvre, par ses travaux, trois domaines prioritaires: les problèmes qui se posent après la fin de la scolarité obligatoire; les problèmes d'éducation européenne - mobilité des étudiants et coopération interuniversitaire; et la dimension de l'éducation des grands problèmes économiques et sociaux communs aux pays européens.

Le canal du Rhone au Rhin

Nombreux sont ceux qui insistent, aujourd'hui, sur l'urgence de l'unité européenne; mais, en même temps, peu nombreux sont ceux qui entreprennent les actions pratiques qui conduiraient à la réalisation de cette idée. Il semble, justement, que se font maintenant plus pressantes, les forces centrifuges des égoïsmes nationaux, de ceux qui ne voient pas qu'entre les deux blocs compacts - un à l'Orient, l'autre à l'Occident - une Europe divisée et discordante, toujours plus faible, peut s'acheminer lentement vers la ruine finale. Ce destin fatal ne peut être changé qu'à une condition: toutes les nations européennes devront s'unir solidement en un organisme supérieur de coordination économique et politique qui les fasse se mouvoir et agir ensemble, en donnant à l'Europe non seulement la survie, mais en lui conservant le rôle providentiel de maîtresse de la civilisation, qu'elle a conservé pendant des siècles.

La récente décision prise par le Président français, Valéry Giscard d'Estaing, est d'autant plus importante: il s'agit de procéder à la réalisation du projet du canal du Rhône au Rhin, considéré comme la pierre angulaire de la construction de l'Europe unie. Ce sera une grande artère fluviale de 1 580 kilomètres de long qui reliera Rotterdam à Marseille et permettra ainsi le passage de convois composés de bâtiments aux proportions européennes, c'est-à-dire dépassant 3 000 tonnes.

La plus grande partie de cette artère est déjà tracée. Pour la compléter, il manque encore environ 220 km qui devraient comprendre de nombreux ouvrages d'art et 24

écluses-ascenseurs pour les super-convois, car le dénivellement atteint près de trois cents mètres. La dépense prévue s'élève à cinq milliards et demi de francs français.

L'idée de construire un canal reliant la Méditerranée à la mer du Nord fut lancée il y a vingt-trois ans de cela et, en 1961, de Gaulle accepta ce projet, mais renvoya la phase des engagements concrets à une date non précisée.

La décision de Valéry Giscard d'Estaing est un fait qui a une portée internationale et, avant tout, européenne. Il a personnellement affirmé, en l'annonçant, avoir conscience «d'engager le pays dans un ouvrage qui lui permettra d'être présent à un important rendez-vous économique et géopolitique, celui de l'Europe de la fin de la prochaine décennie».

Le canal du Rhône au Rhin, dont la réalisation est prévue pour 1985, passera en faisant sauter le verrou qui sépare la vallée du Rhône du Moyen et Extrême-Orient et de l'Europe lotharingienne. Il créera ainsi une importante voie d'échange, de pénétration et d'intégration tant économique que sur le plan des idées et des peuples.

La réalisation du projet du canal du Rhône au Rhin (les travaux commenceront en 1978), mises à part toutes les considérations économiques, a une évidente empreinte politique giscardienne. Le Président français a confirmé, par cette décision, être, une fois encore, d'esprit européen et s'est démontré, également, être un homme d'affaires dans l'intérêt de tous les Européens. Il a choisi le système le plus rationnel et le plus concret pour construire matériellement l'Europe

unie. Le canal du Rhône au Rhin sera très utile pour l'industrie européenne au coeur même du Marché Commun, deviendra un mo-

yen pour réaliser l'idée européenne et servira, en outre, de stimulant pour les autres actions communes en Europe.

ST BENOIT PATRON D'EUROPE

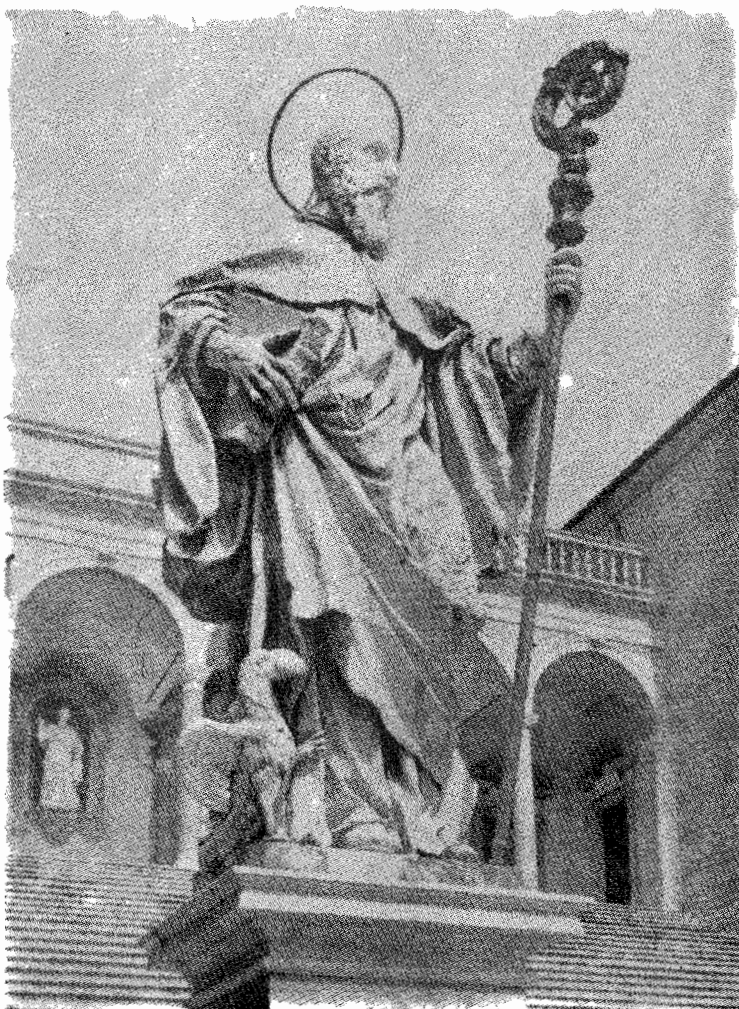
«Associatio Sancti Benedicti Europae Patroni» a organisé, en octobre dernier, son septième Congrès annuel à Rome; les membres d'Allemagne, de France, d'Espagne, d'Autriche et d'Italie ont discuté le thème «Caritas et Pace Benedictina».

Fondée en 1968, «Associatio Sancti Benedicti Europae Patroni» a l'espoir ambitieux, qui a bourgeonné dans la foi, de vouloir porter ses efforts les plus valables, en exerçant également l'apostolat laïque, pour poursuivre l'oeuvre de saint Benoît et des Moines dans la construction d'une Europe solidement unie pour le maintien de la paix. L'activité de l'Associatio se concentre dans la mission de la fermeté de la foi catholique et de la promotion d'oeuvres chrétiennement sociales, dans la vision inspiratrice bénédictine «ORA ET LABORA».

Dès son apparition, l'oeuvre de saint Benoît et des Moines a servi à forger, au nom du Seigneur, l'unité spirituelle d'Europe, en faisant percevoir que des peuples divisés sur le plan linguistique, ethnique et culturel constituaient cependant l'unique peuple de Dieu. Le contenu

finaliste de l'Associatio est de poursuivre, dans les formes modernes mais toujours étroitement liées aux tradi-

tions saintes et salutaires, la promotion missionnaire qui a fait de saint Benoît le «Céleste Patron Principal de toute



Mont-Cassin
Statue de St Benoît Patron d'Europe



L'EUROPE D'HELSINKI ET L'ESPAGNE

Un des principes fondamentaux établis à Helsinki a été la non - immixtion dans les affaires intérieures des pays signataires. Il est clair, du point de vue de la « forme », que si un pays signe conjointement avec un autre cet accord, cela signifie un acte de reconnaissance réciproque et implicite des gouvernements respectifs, qu'ils soient du Nord, du Sud, de l'Est ou de l'Ouest.

Tous les chefs d'Etat et de Gouvernement ont écouté avec respect les discours prononcés par chaque participant et apposé leur propre signature qui engageait l'honneur de l'Etat représenté. Il y a donc eu un « gentleman agreement », car les sanctions ne seraient que morales, c'est-à-dire qu'il n'y aurait qu'un blâme général contre qui n'a pas respecté sa propre signature et ses propres engagements.

Quel a été le comportement que l'on a pu observer après ?

Il y a d'abord eu une action d'interférence dans les affaires intérieures de l'Espagne. L'Etat espagnol était attaqué et ses fonctionnaires, bons ou mauvais, étaient tués, même s'ils étaient les défenseurs de l'ordre public. De jeunes activistes de l'ETA, le mouvement autonomiste national les avaient supprimés au hasard. Il est évident que tout groupe ethnique a le droit de manifester son approbation ou son désaccord vis-

à-vis de l'Etat dont il fait partie; il est libre de choisir les moyens d'expression et d'action qu'ils jugent les plus appropriés. Mais il faut pourtant admettre que les actions des jeunes rebelles étaient des crimes qui ne pouvaient pas rester impunis au sein d'un Etat qui fonctionne. Les jeunes gens furent condamnés à la peine capitale en raison de leurs crimes.

Un grand nombre de chefs d'Etat et de gouvernement, y compris le Pape, sont intervenus pour que la sentence ne soit pas exécutée. Un cas similaire s'était présenté un an auparavant; mais après avoir subi des pressions identiques et inattendues, le chef de l'Etat céda et commua la peine capitale en travaux forcés à perpétuité.

La situation intérieure espagnole, créée par la lutte des Basques (citoyen espagnols et français) avait empiré et le nombre d'assassins aveugles, déchaînés contre la force publique, augmentait; il n'était plus question de poursuivre les remises de peine.

Malgré tout cela, l'Europe a de nouveau protesté avec une véhémence que l'Histoire n'a jamais connue et pour mieux montrer la décision de bannir l'Espagne, seize Etats ont rappelé leur ambassadeur à Madrid. Cette action était-elle vraiment raisonnable, justifiée et conforme à l'esprit de l'accord d'Helsinki?

La population madrilène et toute l'Espa-

gne réagirent dans un élan patriotique jamais vu. Un million de personnes accoururent spontanément Place d'Orient, en rangs serrés, et organisèrent une manifestation exceptionnelle qui témoignait au chef de l'Etat et à son gouvernement l'accord total dans l'action de la défense de l'Etat. Ils protestèrent, en même temps, contre cette action étrangère en contradiction flagrante avec les principes sanctionnés à Helsinki quelques mois auparavant.

Comment expliquer cette immixtion? Et que dire de cette passion exagérée lorsqu'il s'agit de l'Espagne? Si ces mêmes événements se produisaient en France, où se trouvent également des Basques, dont les aspirations sont identiques, que ferait l'Europe? Aurait-elle ce même élan massif pour arrêter la guillotine? Et si des faits analogues se produisaient dans d'autres pays ayant des minorités nationales comme l'Italie, la Roumanie, la Grèce ou l'Autriche, l'Europe interviendrait-elle de la même façon brutale?

La vérité est que l'Europe veut absolument changer le gouvernement et le régime politique de l'Espagne. Pour quelles raisons? L'ordre et la bonne administration, reconnus par les Américains eux-même, qui règnent en Espagne ne plaisent pas; on voudrait leur substituer un « démocratie portugaise » ou grecque, que l'on juge plus appropriée à un pays latin et méditerranéen comme l'Espagne.

Elle ne s'adapterait pas à une démocratie anglaise, suédoise ou danoise.

Une enquête récente menée sur l'opinion publique en Espagne, après la disparition de Franco, a fait ressortir que 55% de la population désire continuer à vivre avec le même système politique et qu'une bonne partie des autres se contenterait de quelques changements insignifiants.

Pourquoi l'Europe ne respecte-t-elle donc pas la volonté d'un peuple? Pourquoi l'Europe s'émeut-elle lorsqu'un dirigeant communiste est arrêté parce qu'il a fomenté des troubles? Les Espagnols savent très bien que certaines personnes constituent un véritable cancer social et qu'une fois installées au pouvoir, elles expulsent les autres. Il en existe plusieurs preuves en Europe.

L'Espagne a perdu plus d'un million d'hommes au cours de la guerre civile. Il lui a été volé son trésor en or qui lui servait de couverture pour sa monnaie, cet or a été emporté par ses « amis » communistes soviétiques et n'est jamais retourné de Mos-

cou. Un trésor encore plus grand en bijoux et pierres précieuses, déposé dans les banques et les monts-de-piété, a été pris par la force et transporté par la voie des mers au Mexique, où il se trouve encore et où certains dignitaires et magnats mexicains arborent des colliers et des bijoux inestimables d'Isabelle la Catholique.

Cette Espagne ne veut pas du communisme, elle lui préfère l'ordre, quelle que soit la forme de l'Etat qui - pourquoi ne pas le reconnaître - lui a assuré, mieux que dans d'autres pays, la paix, le travail, le pain, le progrès économique contrôlé, la défense contre l'inflation et un niveau de vie évolué que seuls les aveugles ne peuvent pas voir.

Peut-être que même dans le domaine politique, comme disait un ami, une loi bien connue, dans le monde des finances trouve son application: la loi de Gresham, selon laquelle « la mauvaise monnaie chasse de la circulation la bonne ».

Il semble que le comportement des gouvernements et les événements de l'année 1975 veuillent confirmer cette loi dans la politique des pays européens.

M. Kaskimies

Contro terroristi e militari

Esecuzioni capitali in Iran e nel Sudan

TEHERAN

Due iraniani, condannati a morte come « terroristi » da un tribunale militare, sono stati fucilati stamani a Teheran. Lo si apprende da una fonte ufficiale, la quale precisa che i due condannati, Mohammad Ali Bagneri e Mahmoud Pahlavan, avevano, con altre tre persone, aggredito e ferito a colpi di arma da fuoco un poliziotto nel centro di Teheran. Due degli altri tre imputati, Mehdi Nikdel e Nour Ahmad Latifi, condannati a morte dallo stesso tribunale militare, hanno visto la propria pena commutata nell'ergastolo, per intervento dello Scià. Il quinto « terrorista » Naser Jalaian, è stato condannato a dieci anni di prigione.

Quella odierna è la dodicesima esecuzione di « terroristi » iraniani dall'inizio dell'anno.

● **IL CAIRO.** — Altri 10 militari sudanesi sono stati giustiziati stamani all'alba a Kartum per essere stati riconosciuti colpevoli di aver preso parte al fallito colpo di Stato del settembre scorso contro il presidente Numeiry. Il 23 gennaio vennero fucilati per la stessa ragione tre ufficiali e due civili.

LA POLITIQUE EUROPEENNE DE M.C. CARAMANLIS

En dehors de la famille européenne, après ces sept années, la Grèce a besoin d'un sérieux effort de la part de son peuple et surtout de la part de son Président du Conseil, M. Caramanlis, pour retrouver son souffle.

Les pas en avant ont été multiples et compliqués. Caramanlis a eu affaire à deux champs divers. L'opinion publique de l'intérieur et l'opinion publique des pays de l'Occident et de leurs dirigeants. D'une part, une opinion meurtrie par la défaite chypriote cherchait les fautifs à l'extérieur, c'est-à-dire les U.S.A. et l'O.T.A.N.; d'autre part, l'Occident qui prétendait pour la Grèce une intégration immédiate dans les réflexes démocratiques lui demandant tout et ne lui donnant rien.

Les organisations internationales, telles que l'O.N.U. et le Conseil de l'Europe, avec leur vague bureaucratie, ont enveloppé l'affaire chypriote dans une couche de palabres inutiles et creuses. La „Realpolitik“ de M. Kissinger, les intérêts des Etats de l'Ouest et de l'Est envers une Turquie de 30 millions de clients, bons acquéreurs d'armes et grande voisine de l'U. R.S.S., obligeaient ces Etats à ne pas prendre une décision d'ordre éthique en faveur des Chypriotes grecs et à pousser le problème dans les méandres d'une dialectique interminable.

Mais en dépit de ces malheurs hérités, la Nouvelle Grèce devra s'encadrer, le plus vite possible, dans la grande famille démocratique de l'Occident en tenant compte, en même temps, de la réalité de sa situation géopolitique comme pays du sud-est européen.

Les principaux problèmes à résoudre pour M. Caramanlis sont les suivants:

- Chypre
- Rupture et, en même temps, cohabitation avec l'O.T.A.N.
- Encadrement politique dans le Conseil de l'Europe
- Marché Commun
- Ouverture vers les pays de l'Est et notamment la Bulgarie, la Yougoslavie et la Roumanie.

La solution du problème chypriote nécessite l'aide des pays européens qui craignent moins que l'Amérique de ne pas se froisser avec la Turquie.

Dans ce sens, la diplomatie hellénique doit être plus européenne qu'atlantique. Une fois de plus, les malheurs grecs sont une leçon pour les autres pays.

C'est pour cette raison qu'en quittant l'O.T.A.N., la Grèce provoque une rupture „suï generis“, en restant dans la même maison européenne de la famille Atlantique.

Ainsi, les efforts de la Grèce vers un encadrement politique et social dans le Conseil de l'Europe sont soutenus. De la part de ses collègues européens, il y a une réserve relative, toujours à cause de la Turquie. Mais une réserve moindre que celle de l'Amérique.

En ce qui concerne le Marché Commun, la Grèce pousse de tout son coeur pour obtenir une participation intégrale. Mais ses futurs partenaires émettent, eux aussi, des réserves. La France et l'Italie ont des produits industrialisés à vendre, mais n'admettent pas les prix bas des produits agricoles grecs.

Ainsi l'ouverture vers l'Est de M. Caramanlis est le seul coup fort en faveur des ventes à l'étranger des produits d'une agriculture en voie de développement.

L'intérêt politique des pays de l'Est pour une zone balkanique en véritable coexistence pacifique, et l'intérêt de la Grèce pour les partenaires qui achètent, vont du même pas.

En tant que fils du peuple, M. Caramanlis a saisi d'où vient le vent. Et, une ouverture vers l'Est est agréable à M. Kissinger. Et, l'ennemi d'aujourd'hui, Kissinger, est tout de même moins dangereux qu'un ami de Moscou.

Les voiles du bateau sont de provenance atlantique, le vent vient de l'Est, et le bateau hellénique navigue.

La politique de M. Caramanlis est véritablement une politique de diplomatie très fine, autant pour l'étranger que pour l'intérieur même du pays.

Son gouvernement de centre-droit a débouché la bouteille de vin gauchiste. Le vin coule, mais la bouteille n'a pas explosé.

Le „Oui.....mais“ de son ami Valéry Giscard d'Estaing, reste un slogan indicatif pour la politique de M. Caramanlis qui, évidemment, pendant ses onze années d'exil volontaire en France, a beaucoup appris sur la démocratie efficace et l'unification européenne.

Dr. Pan Vadoros

COUDENHOVE-KALergi - PIONNIER DE L'EUROPE UNIE

A la fin du mois de novembre dernier, il s'est déroulé, au siège romain de la Fondation Européenne Dragan, la première conférence du cycle consacré à la popularisation des précurseurs de l'europanisme du XX^e siècle. Le thème «Coudenhove-Kalergi - Pionnier de l'Europe unie», présenté par le Secrétaire général international de l'Union Paneuropéenne, Vittorio Pons, a été précédé de l'introduction du Pr J.C. Dragan.

Le programme des prochaines rencontres que comporte ce cycle prévoit, pour janvier 1976, une conférence sur Alcide de Gasperi, qui sera tenue par sa fille, Mme Maria Romana Catti de Gasperi; en février 1976, ce sera l'Archiduc Otto de Habsbourg qui tiendra une conférence sur Aurel Popovici, un homme politique d'origine roumaine dont les idées en faveur de l'Europe inspirèrent les deux europanistes mentionnés.

La Fondation Européenne Dragan, promotrice et organisatrice du cycle «Les précurseurs de l'Europanisme du XX^e siècle» s'occupera, en outre, de l'édition originale des textes de ces conférences en les publiant dans la série «Cahiers historiques».

suite de la page 9

l'Europe», comme le déclara solennellement le Saint-Père Paul VI, le 24 octobre 1964, à l'occasion de la reconsécration du glorieux Monastère du Mont Cassin, phare de chrétienté et de culture sur le monde entier.

Lors du III^e Congrès de l'Associatio, en octobre 1971, à Langwaden, en Allemagne, d'insignes orateurs (comme le Pr Edmond Giscard d'Estaing) ont fait ressortir les efforts dignes d'éloges de ce siècle de la part des Etat européens

vers une Europe unie, comme l'union douanière, le Conseil de l'Europe, le M.E.C., etc., en concluant avec la phrase hautement incisive: «Unité de l'Europe dans ses diversités»; mais en y ajoutant, avec responsabilité, qu'il faut travailler pour éliminer tout ce qui s'oppose au concept unitaire, parce que c'est une question vitale pour la civilisation également, car nous sommes responsables de la «civitas» terrestre, et pour ce faire, il faut poser les prémisses spi-

rituelles; car si les bases de la foi disparaissaient, on travaillerait contre l'Europe.

Après la première phase de son organisation, l'Associatio Sancti Benedicti Europae Patroni réunit chaque année ses membres au cours des congrès consacrés aux thèmes de grande actualité comme «La culture et les Universités» (Sion, en 1972), «La contemplation et la société industrielle» (Madrid, en 1973); etc.

LIBERTE D'EXPRESSION ET ROLE DE L'ARTISTE DANS LA SOCIETE EUROPEENNE

(les extraits du doc. n. 3329)

par M.F. Karasek

East-West relations seen from the point of view of freedom of expression and the situation of artists

7. Having said this, we all came to realise during this meeting between artists and politicians to what extent the anxiety of artists is justified in the world we live in, not only because the implications of its technological achievements make it hard, but also because political, and perhaps still more commercial, interests lead us to underestimate a certain number of inestimably precious values, such as cultural values and their freedom both for artists and for those to whom they have a message to give.

13. At this time, when questions of cultural relations and exchanges between East and West are so much in the forefront, we must be fully aware that at the same time as there was a willingness in the East to open up international relations, severe measures of cultural control were taken, which in practice lead to isolation of Soviet culture from the outside world and render the most innovatory and original internal movements sterile.

15. Soviet art, deliberately isolated, is made even more so by the undeniable internal sterilisation of culture which is an even more serious phenomenon. The various means of "silencing" from which writers have suffered must lead to the stifling and stagnation of literature. Everything therefore leads us to think that at a time when the official representatives of the East are agreeing in Helsinki to discuss cultural exchanges and the movement of ideas and persons throughout Europe, every precaution has been taken to ensure that these plans will have the least possible effect in the USSR itself.

The need for freedom of expression

30. The arts consolidate and enrich freedom, just as freedom is necessary to the development of the arts.

Relations Est-Ouest vues sous l'angle de la liberté d'expression et la situation des artistes

7. Ceci dit, nous avons tous compris au cours de cette réunion entre artistes et hommes politiques à quel point l'anxiété des artistes est justifiée dans ce monde, non seulement parce qu'il est dur par les conséquences de ses victoires technologiques, mais aussi parce que des préoccupations de caractère politique, et peut-être plus encore de caractère commercial, risquent de faire sous-estimer un certain nombre de valeurs d'un prix inestimable, comme les valeurs de la culture, de sa liberté tant de la part des artistes que de la part de ceux à qui ils ont un message à adresser.

13. Au moment même où la question des relations et des échanges culturels entre l'Est et l'Ouest occupent une place si importante, il convient de prendre pleinement conscience qu'au fur et à mesure que se manifestait à l'Est une volonté d'ouverture dans les relations internationales, des mesures sévères de contrôle culturel étaient prises qui conduisent pratiquement à un isolement de la culture soviétique par rapport au monde extérieur et à une stérilisation des courants intérieurs les plus novateurs et originaux.

15. L'isolement délibéré de l'art soviétique s'aggrave d'une véritable stérilisation intérieure de la culture qui est un phénomène plus grave encore. Les diverses mesures de « mise au silence » dont ont été frappés des écrivains surtout conduisent à un climat d'étouffement et un immobilisme particulièrement rigoureux dans la littérature. Tout permet donc de penser qu'au moment où les représentants officiels de l'Est acceptent de parler à Helsinki d'échanges culturels, de mouvements d'idées et de personnes à travers l'Europe, toutes les précautions sont prises pour que ces projets aient en U.R.S.S. même le moins d'effet possible.

La nécessité de la liberté d'expression

30. Les arts consolident et enrichissent la liberté, comme la liberté est nécessaire au développement des arts.

Artists have talent once and for all, they can prove almost mathematically that talent has nothing to do with political involvement. So, in order to avoid tiresome verbal confusion, we can say that writers as artists are revolutionaries, and that they may also be politically, though not of necessity. It must be stated that the artist has the right to be politically uncommitted if he so wishes, and that he cannot be deprived of his right to separate his artistic inspiration from his political attitudes.

Participation by the artist

participation by the artist assures him not only respect for his freedom of expression but also State aid for his works. The answer is to encourage the setting up everywhere of bodies with multilateral participation, composed of artists of course, but also of men such as parliamentarians, who have a special responsibility towards the nation, and who could bring influence to bear. This participation by the artist in open bodies must extend to international level, for as Mr. Kahn-Ackermann stressed, there are no "national parks for culture". At international level, the artist is presented with the opportunity to overcome the difficulties he may encounter.

The nature of freedom of expression

25. It was emphasised by the Rapporteur that East and West failed to speak the same language when the topic of cultural exchange was broached.

The artist's freedom of expression is an intangible value, and we believe that it is not for the State, whether in the West or in the East, to set itself up to judge this freedom.

31. In order that the world of production and return should not become hell for man, art is even more essential than ever, not only for a select group of initiates, but for everyone without exception; it is paradoxical that, at a time when the harsh demands of economic development instil a feeling of alienation, when men are becoming aware, as perhaps never before, of the need for the qualities of life and the artistic contribution, the artists themselves seem to be most anxious. But we want all peoples to enjoy art, it must be taught at school. Several speakers

Les artistes ont le talent qu'ils ont. C'est une preuve quasi mathématique que le talent n'est pas lié à l'engagement politique. Aussi, pour éviter une confusion fâcheuse de mots, on peut dire que les écrivains en tant qu'artistes sont des révolutionnaires et qu'ils peuvent l'être politiquement, mais pas nécessairement. Il faut observer que l'artiste a le droit de ne pas être engagé politiquement si tel est son désir et qu'on ne peut le priver du droit de faire la séparation entre son génie artistique et ses opinions politiques.

La participation de l'artiste

la participation de l'artiste est une garantie pour lui de voir non seulement sa liberté d'expression respectée, mais également ses œuvres bénéficier de l'aide étatique;

Il s'agit de promouvoir partout la création d'organismes de pluriparticipation dans la composition desquels entrent des artistes bien sûr, mais également des hommes, notamment des parlementaires qui ont une responsabilité particulière vis-à-vis de la nation et qui pourraient exercer une certaine influence. Mais cette participation de l'artiste dans des organismes ouverts doit également s'épanouir au plan international, car, comme l'a souligné M. Kahn-Ackermann, il n'y a pas de « parcs nationaux pour la culture ». Le plan international est pour l'artiste une occasion de dépassement par le haut des difficultés auxquelles il peut se heurter.

La nature de la liberté d'expression

25. Votre rapporteur a souligné de son côté combien l'Est et l'Ouest ne parlent pas le même langage lorsque on aborde le chapitre des échanges culturels.

La liberté d'expression de l'artiste est une valeur intangible et nous pensons que l'État n'a pas, aussi bien à l'Ouest qu'à l'Est, à s'ériger en juge de cette liberté.

31. Pour que le monde de la production et du rendement ne devienne pas un enfer pour l'homme, l'art est plus nécessaire que jamais, pas seulement pour un cénacle d'initiés, mais pour le peuple tout entier et il est paradoxal, notons-le, qu'au moment où en raison des exigences dures du développement économique et de l'aliénation qu'elles provoquent, au moment où les hommes se rendent compte, comme jamais peut-être ils ne l'ont fait, du besoin de la vie qualitative et de l'apport des artistes, il se trouve que c'est à ce moment-là que les artistes nous paraissent plus

stressed this point, especially Professors Grocho-
wiak and Dupuy.

*The limits and protection of freedom of
expression*

34. Freedom of expression has thus begun to figure explicitly in European law. Ideologies generate differences of conception and interpretation, and this probably marks the gulf between our countries and the countries of the East: in one case the right of the individual predominates over that of society, in the other the right of society over that of the individual. Mr. Dupuy described the role of the State as particularly complex, since it may at one and the same time restrict and protect the rights of artists. State supremacy is feared, whereas State intervention is essential. Some kind of reconciliation of the two extremes of this dialectic must therefore be sought.

anxieux. Mais alors, si nous voulons que le peuple entier soit bénéficiaire de l'art, il faut enseigner l'art dès l'école. Plusieurs orateurs ont insisté là-dessus, en particulier le professeur Grocho-
wiak et le professeur Dupuy.

*Les limites et la protection de la liberté
d'expression*

34. La liberté d'expression a donc commencé à figurer explicitement dans le droit européen. Sans doute y a-t-il des différences de conception et d'interprétation selon les idéologies, selon que, et cela caractérise sans doute l'écart entre nos pays et les pays de l'Est, la prédominance est donnée au droit de l'individu sur le droit de la société ou au droit de la société sur le droit de l'individu. M. Dupuy a évoqué le rôle de l'État particulièrement difficile, car il peut à la fois limiter et protéger les droits des artistes. L'hégémonie de l'État est redoutée et l'intervention de l'État est nécessaire. Il faut donc trouver une conciliation entre les deux extrêmes de cette dialectique.



LES LIVRES DE L'ANNEE

POUR UNE AUTRE EUROPE

"L'AUTRE ITALIE"

La grande maison d'édition italienne Mondadori vient de publier, ces jours derniers, un autre volume intéressant de Ugo La Malfa, vice-président du Conseil du gouvernement italien, intitulé «L'autre Italie».

Economiste et homme politique d'une droiture morale universellement reconnue, Ugo La Malfa a rassemblé, dans ce volume, les documents des dix dernières années de la vie politique italienne, une décennie qui a suivi la période du miracle économique italien, qui aurait pu en encadrer, à travers des programmes opportuns, l'angoisse croissante dont l'Italie est envahie, proposer une solution équitable du problème social du pays et résoudre, même si ce n'est pas totalement, du moins dans les éléments de fond, le problè-

me italien séculaire des terres du Mezzogiorno.

Par contre, cette période qui va de 1965 à nos jours, a été pleine de tensions et de contradictions internes déchirantes. La Malfa qui, comme on le sait, est le chef du Parti républicain italien, reste un des très rares leaders politiques qui donne une empreinte culturelle à chacun de ses diagnostics, en analyse les causes et les effets, parle sans crainte ou sans freins politiques de parti. On peut donc discuter ou contester le contenu de ses écrits et même ne pas partager certaines conclusions opérationnelles quant aux choix politiques, mais il est incontestable qu'on ne peut pas ne pas rester frappé par la lucidité d'expression de sa pensée, par



la finesse des analyses et par le grand sens d'honnêteté qui a inspiré l'écrivain.

Il est hors de doute que Ugo La Malfa est un des rares hommes politiques italiens ayant effectivement le «sens de l'Etat»; c'est un homme d'une intégrité telle que l'opposition elle-même, n'oublie jamais de le respecter, même lors de ses attaques.

L'AUTRE ITALIE

Depuis des années, La Malfa insiste sur l'exigence absolue de constituer ce qu'il appelle «l'autre Italie». Son exposé ne s'arrête pas à la dénonciation, toujours détaillée, des erreurs et des manquements dont sont responsables les divers gouvernements qui ont dirigé l'Italie au cours de ces dernières décennies, la classe dirigeante, l'opposition et les syndicats. Chacun possède son très important fardeau de responsabilités qui est d'autant plus grave que chacun de ces quatre

éléments a prévalu dans la conduite de la vie de la nation.

Il est incontestable que l'opposition en Italie, nettement dominée par le Parti communiste, a exploité dans un but nettement démagogique toute la problématique offerte par la société italienne et que l'influence de cette démagogie a été largement absorbée par le gouvernement, à travers le Parti socialiste italien et une certaine gauche démocrate-chrétienne; cette dernière allant même jusqu'à entrer en compétition avec l'opposition pour pousser la démagogie vers des limites extrêmes.

Le gouvernement et, en particulier, la Démocratie Chrétienne sont responsables de ce manquement et des mauvaises conditions de la chose publique, ce qui constitue ainsi une menace désastreuse pour le mécanisme de l'Institution de la Nation Italienne.

De par sa nature, déjà, trop prise par les intérêts actuels et désaxée entre la démagogie de l'opposition et le mauvais régime des gouvernements, la classe dirigeante a sa part de faute qui ne doit cependant pas être excessivement exagérée, mais non plus sous-évaluée.

Mais la grande protagoniste de la vie italienne de ces dix dernières années a été incontestablement l'organisation syndicale qui, même si elle a retiré tous ses ténors de la représentation parlementaire nationale, est restée étroitement liée aux partis de masse, constituant ainsi une force qui a agi sans aucune responsabilité politique apparente bien que conditionnant de façon déterminante l'action du gouvernement au point de constituer, à un moment déterminé, un danger de péronisme, tandis que ses dirigeants manquaient, et manquent encore, de la préparation indispensable pour faire accomplir au bâtiment de l'économie italienne les manoeuvres que ses possibilités et les conditions de la mer où il naviguait lui permettent effectivement.

Le tableau que La Malfa trace de l'Italie dans son livre semble assombri par un certain pessimisme, surtout lorsque l'auteur procède à un examen critique du passé. Mais il fait preuve, également, d'une volonté rénovatrice énergique, surtout quand il indique quels devraient être les points principaux pour donner un nouveau cours à la vie italienne et pour soustraire cette nation à l'hypothèque d'une «catastrophe démocratique».

Le thème constant développé par La Malfa dans son livre est la nécessité d'un rapport entre une politique rigoureuse de programmation et une relance cohérente de l'essor économique-social du pays. Le diagnostic qu'il pose sur l'Italie devrait, à notre avis, être lu et examiné avec attention par les hommes politiques italiens et, également, par ceux des autres pays européens.

UNE AUTRE ITALIE POUR UNE AUTRE EUROPE

Au-delà des choix directement liés aux vicissitudes internes de l'Italie, il ressort de l'oeuvre de La Malfa qu'il est parfaitement conscient qu'aucune nation ne peut, aujourd'hui, ignorer le tableau économique et politique international dans lequel l'irruption du tiers monde et du monde arabe impose à l'Europe une unicité de stratégie non pour agresser, mais pour se défendre dans

le domaine économique quand il s'agit de problèmes de hausse excessive des matières premières, le pétrole en première ligne, et pour des formes de collaboration internationale, quand il s'agit de participer à l'essor des pays où la civilisation industrielle n'a pas encore atteint le niveau des dix Grands.

La Malfa soutient donc la nécessité de rapports multipolaires entre les puissances européennes, la nécessité d'une unification européenne la plus rapide possible pour soutenir d'une voix ferme la stratégie européenne sur la scène mondiale.

Bien que jusqu'à présent les succès de l'Europe unie aient été faibles et que les désillusions aient été fortes, Ugo La Malfa reste encore courageusement en première ligne et sous un engagement civil il demande et se bat pour une «autre Italie» qui soit une digne protagoniste coparticipante d'une «autre Europe».

Samedi 29 novembre 1975, dans les salons du Palais Serbelloni à Milan, au Cercle de la Presse et en présence de l'auteur et de l'éditeur, le livre a été présenté par le sénateur Spadolini. Un public nombreux et vivement intéressé a écouté les paroles des rapporteurs et celles, simples mais sincères, de La Malfa lui-même qu'il a chaleureusement applaudi.

Roberto Cestelli



UNE VOIX EUROPEENNE EN PLUS

«Ce Bulletin de l'Union Paneuropéenne paraît alors que sur le plan de la politique européenne nous sommes à la veille d'événements qui pourraient bien être décisifs ...» écrit Otto de Habsbourg dans l'article d'ouverture de la nouvelle revue, porte-parole, de l'Union Paneuropéenne dont le numéro 1 porte la date de novembre 1975.

La revue intitulée «Paneuropa» est divisée en quatre rubriques: Etudes et Analyses, Jeunes, Portraits et Informations.

La première reporte les extraits du célèbre «Mémoire» qu'Andréï Sakharov adressa en 1968 aux autorités-soviétiques et que, à la suite du manque de retentissement dans son propre pays, il a publié en

Occident sous le titre «L'avenir tel que je le vois».

«Faire aujourd'hui l'Europe de demain, mais non avec les méthodes des Européens d'hier. Car à la place de leurs aspirations, nous mettons nos convictions. A la place de leurs volontés d'unité, nous mettons l'unité de nos volontés» telle est la phrase finale de la déclaration des jeunes Paneuropéens «Notre choix» de la rubrique «Jeunes».

Dans les «Portraits», les lecteurs trouvent l'article consacré au premier ministre belge, Léo Tindemans, et à son activité pour créer un programme réaliste et concret pour accélérer la construction d'une véritable union européenne.

L'Union Paneuropéenne est un des plus importants mouvements européens. Dans le numéro de mai-juin 1975 du «Bulletin Européen», nous avons parlé de son activité qui dure depuis plus de cinquante ans avec son secrétaire général, Vittorio Pons (qui est également l'éditeur de la nouvelle revue). Ses membres et associés sont: Comité Français pour l'Union Paneuropéenne, Paneuropa-Union Deutschland, Aktion Oesterreich-Europa, Mouvement Fédéraliste Français, Junges Europa, Mouvement d'Action pour l'Union Européenne, Europäische Runde, Stiftung für Europäische Publizistik e.V., Central European Federalists, Comité Luxembourgeois de l'Union Paneuropéenne, Paneuropa Union Liechtenstein et C.E.D.I. Le président de l'Union Paneuropéenne est Otto de Habsbourg. Le secrétariat général se trouve Place de la Louve, 1 - 1003 Lausanne (Suisse).

La rédaction du «Bulletin Européen» est heureuse de communiquer à ses lecteurs la sortie de cette nouvelle revue européenne et de transmettre à la Rédaction les vœux d'une activité fructueuse. (i.p.)

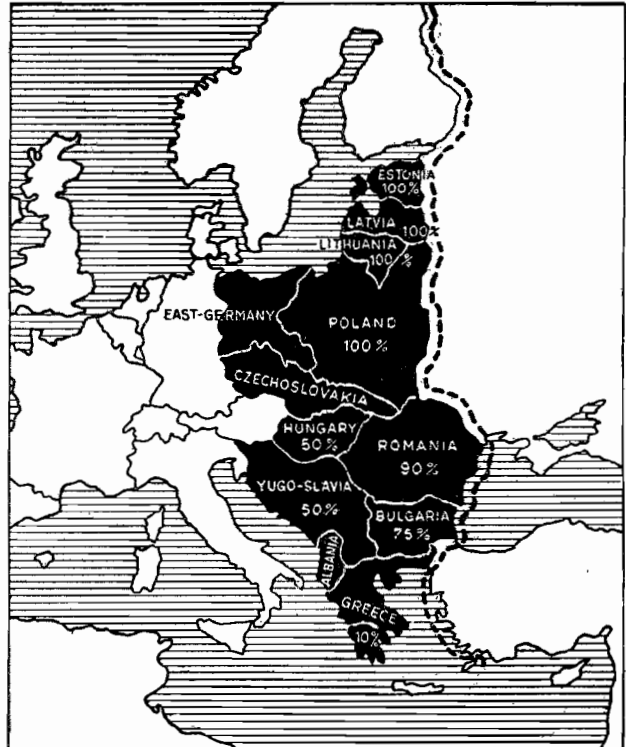


1945
YALTA

L'EUROPE DE L'EST
CEDEE PAR CHURCHILL
A LA RUSSIE.

1975
HELSINKI

LA CONFERENCE D'HEL-
SINKI RECONNAIT LE
STATU QUO CREE A
YALTA.



Voici la carte de l'Europe Orientale telle que Churchill la proposa à Staline (qui l'accepta) le 9 octobre 1944.

Bulletin européen

Ont collaboré ou collaborent:

Konrad ADENAUER, P.E. ARGENTIERI, A. ARGYROPOULOS, K. ARNOLD, A. BALLEYGUIER, G.W. de BALZAC, E. BEDDINGTON-BEHRENS, J. BENDA, L. BENVENUTI, John BIGGS-DAVISON M.P., Baron BOEL, Paul BONCOUR, Edouard BONNEFOUS, Henri BRUGMANS, Raoul BOSSY, Thomas W. BRANDEN, Pietro CAMPILLI, P. CAPELLE, Giuseppe CARON, Edward CARRAN, Nino CASCINO, René CASSIN, Roberto CESTELLI MONTECHIARI, L.E. CLOQUETTE, Elma DANGERFIELD, Michel DEBRE, A. DECHLICH, Dino DEL BO, Giorgio DEL VECCHIO, Carlos DE MONTOLIU, Giorgio DI DOMENICQ, L. DURAND REVILLE, Constantin DRAGAN, Mircea ELIADE, G. van ESBROECK, W.N. EWER, Enrico FALCK, Hertha FIRNBERG, Raymond FRANKLIN, Pierre FRIEDEN, Paul GACHE, G. GAFENCO, Eugenio GATTO, Pietro GERBORE, Enzo GIACCHERO, Amedeo GIANNINI, A.V. GIARDINI, Edmond GISCARD d'ESTAING, Guido GONNELLA, Jonathan GUINNES, W.A.'t HART, Wladimir JONESCO, Stefano JACINI, Jerzy JANKOWSKI, Jacques DE JONG, G. KALLAY, Jacques KAYSER, Stanislaw KOUTNIK, Pierre de LANUX, Lars J. LIND, Ivan Matteo LOMBARDO, C. LOVERA DI CASTIGLIONE, Edouard LUDWING, Harold MACMILLAN, Alberto MARINELLI, Pierre MENDES FRANCE, C. MICHAEL-TITUS, Francis DE MIOMANDRE, Manlio MISEROCCHI, Jean MONNET, Umberto MONICO, Angelo MORRETTA, Albert MOUSSET, Roland MUESSER, Erich MULHMANN, F. NEPVEU-NIVELLE, Pier Fausto PALUMBO, Costas PAPAPANOS, Giuseppe Ugo PAPI, A. PAPLAUCKAS RAMUNAS, Giuseppe PELLA, Giovanni PERSICO, Aurel PETRESCU, P. J. PINILLOS, John POMIAN, Lucien RADOUX, Paul RAMADIER, Alexander von RANDA, Peter RATAZZI, Olivier REVERDIN, Gonzague de REYNOLD, Jules ROMAINS, Joseph de ROOVER, Louis ROUGIER, R. ROURE, L. de SAINTE LORETTE, A.G. SAMOY, Leopold SENGHOR, Carlo SFORZA, A. SIEGFRIED, Tom STACEY, Jacques TREMPONT, Georges USCATESCU, Pan V. VANDOROS, M.de l'AVENTOLIERE, Pierre VINOT, François VISINE, Raymond WARNIER, Rivington R. WINANT S.H.C. WOORLICH, Paul Van ZEELAND.

Bulletin européen

Fondé par Prof. Dr. J.C. Dragan

Rédacteur responsable: Dante Ferrari

Direction - Rédaction Via Magnanapoli 1 - ROMA

ABONEMENT D'HONNEUR

Italie Lires 50.000

Etranger Dollars 50.-

Ente Civile Universitas Personarum Dragan - Venezia

Reg. Trib. Rome N. 2840 du 15.12.1951

Stampato in proprio